

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

***CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIERES***

Marché passé selon une procédure formalisée en application des articles L2124-2 du code de la commande publique et l'article R2124- du code de la commande publique

Administration contractante :

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

OBJET

**EXECUTION DE PRESTATIONS DE NETTOYAGE,
D'ENTRETIEN ET D'HYGIENE DES LOCAUX**

COMMUN A TOUS LES LOTS

**Centre de Recherches Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes
63122 Saint-Genès-Champanelle**

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHÉ

1-1 / Objet du marché

Le présent marché porte sur l'exécution des prestations suivantes :

Exécution de prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes

1-2 / Lots, Tranches Optionnelles et Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

La présente opération est décomposée en 6 lots :

- Lot n° 1 - Site de Theix

Ce lot est décomposé comme suit :

- ↳ Une tranche ferme
- ↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 2 - Site de Crouël

Ce lot est décomposé comme suit :

- ↳ Une tranche ferme
- ↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 3 - Site des Cézeaux

Ce lot est décomposé comme suit :

- ↳ Une tranche ferme
- ↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 4 - Site d'Aurillac

Ce lot est décomposé comme suit :

- ↳ Une tranche ferme
- ↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 5 - Site de Montoldre

Ce lot est décomposé comme suit :

- ↳ Une tranche ferme
- ↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

- Lot n° 6 - Site de Marcenat

Ce lot est décomposé comme suit :

- ↳ Une tranche ferme
- ↳ Une tranche optionnelle TO1 : Cahier de liaison dématérialisé

La présente consultation n'est pas ouverte aux Prestations Supplémentaires Eventuelles - PSE.

ARTICLE 2- FINALITÉ DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux.

La prestation de nettoyage a pour finalité d'assurer la propreté, l'hygiène et le bon entretien des locaux afin de garantir un environnement de travail sain, agréable et sécurisé pour l'ensemble des usagers. Elle contribue au respect des normes sanitaires, à la conservation des infrastructures, ainsi qu'à l'image de qualité et de professionnalisme de l'établissement.

L'intervention doit s'inscrire dans une démarche écoresponsable, en privilégiant des produits et des méthodes respectueuses de l'environnement.

Conformément à l'annexe 10 du présent CCTP, des contrôles qualité (programmés ou inopinés) seront opérés afin de vérifier la qualité de la propreté au regard des critères visés ci-dessus pour chacun des locaux, selon les modalités fixées dans ladite annexe.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats : il est tenu de maintenir les locaux propres et sains.

ARTICLE 3- NATURE DES PRESTATIONS

Les prestations à exécuter sont décrites en Annexe 2 et les surfaces et fréquences de nettoyages sont précisées dans les Annexes :

- « Annexe 1-1 Theix » pour le lot n°1,
- « Annexe 1-2 Crouël » pour le lot n°2,
- « Annexe 1-3 Cézeaux » pour le lot n°3,
- « Annexe 1-4 Aurillac » pour le lot n°4,
- « Annexe 1-5 Montoldre » pour le lot n°5,
- « Annexe 1-6 Marcenat » pour le lot n°6.

3-1 / Nature et périodicité des prestations de nettoyage

Le titulaire s'engage envers INRAE à exécuter l'ensemble des prestations décrites dans l'Annexe 2, et ce conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le personnel d'entretien devra être en capacité de suivre l'état des stocks des consommables hygiéniques. Il pourra être demandé au personnel de fournir un état des stocks régulier, au service Achats Marchés INRAE.

Le personnel d'entretien devra signaler tout dysfonctionnements à INRAE (fuites, équipements sanitaires cassés...). Le titulaire devra sensibiliser ses équipes à ces aspects.

3-1-1 Prestations courantes communes à chaque site - forfait

Ces opérations de nettoyage ont pour but de maintenir l'hygiène et la propreté des locaux.

Ce marché repose sur une obligation de résultat avec mise en place de moyens minimum garantis (exemple : entretien quotidien obligatoire des sanitaires/vestiaires/douches).

3-1-2 Prestations courantes propre à chaque site – forfait

<p>Lot n° 1 Site de Theix</p>	<p>✦ Vidage des poubelles et des cendriers extérieurs Le titulaire effectuera une vérification hebdomadaire des 14 cendriers extérieurs situés sur l'ensemble du site, et procèdera à leur vidage une fois par mois à minima.</p> <p>✦ Fourniture et entretien des tapis Le titulaire mettra à disposition d'INRAE, 25 tapis de 3 tailles différentes. Il effectuera des contrôles hebdomadaires pour vérifier leur propreté, et réalisera leur nettoyage à minima 1 fois par mois. Dimensions des tapis : <ul style="list-style-type: none"> - 5 tapis dimension 85 x 150 - 15 tapis dimension 115 x 180 - 2 tapis dimension 115 x 240 </p>
<p>Lot n° 2 Site de Crouël</p>	<p>✦ Vidage des poubelles et des cendriers extérieurs Le titulaire effectuera une vérification hebdomadaire des 2 poubelles et 8 cendriers extérieurs situés sur l'ensemble du site, et procèdera à leur vidage une fois par mois à minima.</p>
<p>Lot n° 3 Site des Cézeaux</p>	<p>✦ Vidage des poubelles et des cendriers extérieurs Le titulaire effectuera une vérification hebdomadaire des 3 poubelles et 2 cendriers extérieurs situés sur l'ensemble du site, et procèdera à leur vidage une fois par mois à minima.</p> <p>✦ Entretien de 3 micro-ondes et de 3 réfrigérateurs Le titulaire assurera l'entretien hebdomadaire des trois micro-ondes et des trois réfrigérateurs installés dans la cététiat du bâtiment B.</p>
<p>Lot n° 4 Site d'Aurillac</p>	<p>✦ Vidage des poubelles et des cendriers extérieurs Le titulaire effectuera une vérification hebdomadaire de la poubelle et du cendrier extérieurs situés à l'entrée du site, et procèdera à leur vidage une fois par mois à minima.</p>
<p>Lot n° 5 Site de Montoldre</p>	<p>✦ Nettoyage de 2 véhicules de service Le titulaire effectuera le nettoyage intérieur des deux véhicules de service 1 fois par mois (soit 12 fois/an). Il effectuera le nettoyage extérieur des deux véhicules de service 1 fois par trimestre (soit 4 fois/an).</p> <p>✦ Vidage des poubelles et des cendriers extérieurs Le titulaire effectuera une vérification hebdomadaire des 2 cendriers extérieurs situés sur l'ensemble du site, et procèdera à leur vidage une fois par mois à minima.</p>
<p>Lot n° 6 Site de Marcenat</p>	<p>✦ Vidage des poubelles extérieures et des cendriers Le titulaire effectuera une vérification hebdomadaire du cendrier extérieur, et procèdera à son vidage une fois par mois à minima. Il n'y a pas de poubelles extérieures pour ce site.</p>

3-2 / Prestations complémentaires sur bons de commande

Les prestations complémentaires sont des interventions ponctuelles. Elles feront l'objet d'une commande spécifique de la part d'INRAE et seront chiffrées selon leur nature (Cf Annexe 5) ou selon la typologie et la surface (Cf Annexes 1, colonnes « Prestations sur Commande »).

Elles feront l'objet d'une visite préalable et d'une planification au moins 2 semaines avant la mise en place de la prestation. Le titulaire du marché devra transmettre son devis dans un délai de 72h ouvrées après réception du mail de demande de prestation.

INRAE pourra solliciter un audit, avant et après, la réalisation des tâches complémentaires.

L'Annexe 5 détaille ces prestations complémentaires.

Lot n° 2 - Site de Crouël

Les bâtiments de l'unité GDEC listés ci-dessous seront entretenus partiellement par le titulaire (Cf Annexe 1-2 Crouël – **lignes bleues « Agent GDEC »**). Les locaux qui ne seront pas à la charge du titulaire seront nettoyés par un agent INRAE. Lorsque ce dernier sera en congés, le titulaire effectuera la prestation sur la totalité des bâtiments. La prestation fera l'objet d'une commande selon les conditions du marché :

- LABO DGAP
- EXTENSION LABO DGAP
- BIOLOGIE VEGETALE
- TECHNO CEREALES
- GENTYANE

ARTICLE 4- CONDITIONS D'EXÉCUTION

4-1 / Date d'effet des prestations

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2026, sous réserve de sa notification.

Le marché pourra être reconduit annuellement après décision écrite du pouvoir adjudicateur, sans toutefois que sa durée totale puisse excéder 4 (quatre) années, sauf dénonciation écrite par INRAE, ou résiliation anticipée du marché prévue à l'article 12.2 du présent document en cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations.

INRAE adressera au titulaire, sa décision de reconduction ou non reconduction, 3 mois avant la fin de période en cours du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

4-2 / Horaires des travaux

Dans une démarche globale de responsabilité sociétale, le centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes œuvre pour que **les prestations de nettoyage se fassent en horaires de jour entre 7h00 et 19h00** (revalorisation du métier, contact avec le client, horaires compatibles avec les transports en commun...).

Le titulaire veillera à proposer une organisation du travail en journée, si les contraintes personnelles et professionnelles des agents d'entretien le permettent. Cette proposition devra être validée par l'INRAE.

Les prestations seront réalisées en semaine du Lundi au Vendredi entre 7h00 et 19h00. En aucun cas les prestations ne seront effectuées le samedi ou le dimanche, sauf demande express écrite d'INRAE.

Les agents d'entretien devront intervenir sur le site durant une plage horaire commune, avec des horaires individualisés si nécessaire, pouvant varier d'un agent à l'autre.

Le titulaire veillera à ce que ces agents ne soient pas en situation de travail isolé (agent intervenant seul), et le cas échéant, le candidat précisera dans son offre les moyens d'alerte mis en place en cas de situation de travailleur isolé.

L'entretien des locaux sera exécuté à des heures précises et régulières, sauf cas particuliers (par exemple : locaux sensibles ou à fonctionnement permanent dont l'entretien devra être effectué en présence des occupants...).

A la mise en place du marché, le titulaire devra transmettre, dans un délai d'un mois, un planning détaillé des interventions, conforme au modèle fourni par INRAE à la notification du marché.

En cas de changement dans les horaires effectués par son personnel, le titulaire devra fournir par mail au correspondant INRAE, un planning actualisé :

- Un délai minimum de sept jours calendaires devra être respecté pour toute modification considérée comme anticipable.
- Un préavis d'au moins 24 heures est requis pour les modifications résultant d'événements imprévus.

INRAE se réserve le droit d'adapter les horaires en fonction des besoins. Tant que ces ajustements restent dans le cadre des horaires conventionnels, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire. En revanche, toute modification excédant ce cadre pourra donner lieu à une révision tarifaire, sous réserve que le titulaire fournisse des justificatifs appropriés (tels que les dispositions spécifiques de la convention collective des entreprises de propreté, travail de nuit, etc.).

4-3 / Dispositions générales

Le nettoyage des locaux sera mené avec le souci de conserver, après l'opération, la même disposition aux meubles et objets divers reposant sur ces meubles.

Il est formellement interdit de placer du mobilier sur les tables, chaises ou bureaux.

Les dossiers et objets divers posés sur les bureaux, tables ou étagères, ne seront pas déplacés par les personnels du titulaire.

4-4 / Point particulier relatif au travail en jours fériés

Les prestations hebdomadaires programmées un jour férié ne seront ni effectuées, ni replanifiées.

Deux journées par an, (les jours de « pont » par exemple), ne feront l'objet d'aucune intervention, ni de report, ni de facturation. INRAE informera le titulaire des dates de fermeture prévues au cours du mois de décembre de l'année N-1.

4-5 / Clause environnementale

4-5-1 Engagement environnemental dans l'exécution des prestations

Les agents chargés des opérations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux devront appliquer des méthodes respectueuses de l'environnement, notamment par un dosage précis des produits utilisés, afin de limiter le gaspillage et préserver la qualité olfactive des espaces.

L'usage de produits porteurs d'un écolabel est obligatoire dans le cadre du présent marché (voir article 6 du CCTP).

4-5-2 Maîtrise des consommations énergétiques et hydriques

INRAE affirme son engagement en faveur d'une gestion raisonnée de l'énergie et de l'eau. À ce titre, le titulaire devra :

- Éviter tout éclairage inutile : l'éclairage d'un local ne devra être activé que pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des prestations. L'éclairage général de plusieurs locaux simultanément est interdit.
- En l'absence de personnel INRAE, procéder à l'extinction des éclairages d'ambiance avant de quitter les lieux.
- Limiter les pertes thermiques : en cas d'aération des bâtiments, adapter la durée d'ouverture des fenêtres en fonction du contexte sanitaire.
- Porter une attention particulière à la consommation d'eau (voir article 12-3 du CCTP).

4-5-3 Acheminement des produits de nettoyage

Le titulaire privilégiera le transport ou la livraison **groupé(e)** des produits d'entretien, sacs poubelles... nécessaires à la bonne exécution des prestations.

L'acheminement des produits sera effectué selon les itinéraires et les horaires préalablement déterminés par le service Achats INRAE.

En cas de livraison par une société extérieure, le titulaire s'assurera que ses agents sont présents sur le site lors de la livraison afin d'en assurer la réception et le contrôle.

Le titulaire sera responsable de tout dommage engendré lors de ces livraisons. La remise en état et/ou le remplacement des objets et matériaux seront à sa charge.

4-5-4 Respect du tri sélectif

Le centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes est engagé dans une démarche de réduction et valorisation des déchets. Une attention particulière sera par conséquent portée pour minimiser la production de déchet. Le titulaire devra s'inscrire dans les procédures de gestion des déchets en place sur le centre. **Le titulaire devra veiller à réduire les déchets liés aux emballages, notamment en privilégiant l'utilisation de produits concentrés, sous réserve que leur dilution respecte une qualité écologique équivalente.**

Le titulaire devra effectuer le vidage des collecteurs de tri :

Lot n° 1 - Site de Theix : 50 points de collecte

Lot n° 2 - Site de Crouël : 20 points de collecte

Lot n° 3 - Site des Cézeaux : 20 points de collecte

Lot n° 4 - Site d'Aurillac : 3 points de collecte

Lot n° 5 - Site de Montoldre : 3 points de collecte

Lot n° 6 - Site de Marcenat : 2 points de collecte

La remise en place des colonnes de tri sélectif, après leur vidage, est à la charge du titulaire.

Ces points de collecte sont composés de 2 bacs (déchets recyclables, déchets non recyclables).

Le titulaire veillera au respect du fonctionnement du tri sélectif mis en place sur le centre, et participera en fin de chaîne, au vidage des poubelles dans les bennes correspondantes à l'extérieur des bâtiments.

Les sacs plastiques des poubelles recyclés et non recyclés, seront à la charge du titulaire.

4-6 / Clause sociale

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions sociales suivantes tout au long de l'exécution du contrat :

- **Mobilisation de publics en insertion ou en situation de handicap** : un volume d'heures de travail sera dédié à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi (jeunes sans qualification, demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires du RSA, etc.) ou reconnues travailleurs handicapés.
- **Développement des compétences** : des parcours de formation ou d'accompagnement seront proposés aux agents d'entretien afin de favoriser leur montée en compétences et leur évolution professionnelle.
- **Aménagement des horaires** : les plannings de travail pourront être adaptés pour tenir compte des contraintes personnelles et/ou professionnelles des bénéficiaires, dans une logique d'inclusion et de soutien. Ces plannings devront être validée par INRAE.
- **Prévention des risques professionnels** : les agents seront équipés de matériel ergonomique visant à limiter la fatigue et les troubles musculo-squelettiques liés aux gestes répétitifs et aux postures contraignantes.

Le titulaire devra fournir à INRAE, dès qu'il le demande, les justificatifs attestant de la mise en œuvre des engagements pris (attestation RQTH, attestation Pôle Emploi, attestations de formation, plannings, fiches techniques du matériel, etc.).

Le respect de cet engagement sera vérifié régulièrement par le représentant INRAE.

ARTICLE 5- QUALITÉ ET PROVENANCE DES MATÉRIELS

L'intégralité des moyens matériels est à la charge du titulaire.

A l'Annexe 7 figure la liste des moyens matériels (chariots et son contenu, autolaveuse, lave-linge, vêtements de travail...) que le titulaire envisage de mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations. Cette liste sera complétée par des « fiches matériels » détaillées, précisant notamment le type d'appareil, sa fonction, ses caractéristiques techniques, ses performances en matière de consommation électrique et d'eau, les modalités d'utilisation, ainsi que les informations relatives à la sécurité. Le titulaire veillera à ne pas réduire cette demande à la simple duplication de documentation de fournisseur.

Le titulaire veillera également aux aspects ergonomiques de ces matériels pour assurer des conditions de travail de qualité à son personnel.

Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais. Les agents de nettoyage sont tenus de signaler immédiatement à leur encadrement tout dysfonctionnement, panne, casse..., des matériels de nettoyage, pour un remplacement dans les meilleurs délais. Le titulaire veillera à réduire le délai de livraison du nouveau matériel au minimum afin de n'occasionner aucune gêne dans la bonne réalisation des prestations. Il ne pourra pas argumenter d'un retard de livraison pour justifier de la non-réalisation de prestations.

Lors de chaque audit, la concordance entre les matériels effectivement utilisés sur les sites et ceux déclarés dans la liste des matériels et référencés dans les « fiches matériels », sera vérifiée.

En cas d'absence de matériel ou en cas de non-conformité par rapport à la liste déclarée par le titulaire après la notification du marché, des pénalités pourront lui être appliquées, Cf article 12-1-2 du CCAP.

Acheminement et stockage des matériels :

Le transport des équipements nécessaires à la bonne réalisation des prestations devra s'effectuer selon des itinéraires et des horaires définis à l'avance par le service Achats Marchés, ou validés par celui-ci. Le titulaire assumera l'entière responsabilité des éventuels dommages survenus durant ces livraisons. En conséquence, les réparations ou remplacements des objets ou matériaux détériorés seront à sa charge.

En cas d'utilisation de matériels lourds, une vigilance particulière sera requise : la capacité portante des sols devra être connue en amont. Le service Achats Marchés mettra à disposition du titulaire toutes les informations nécessaires à ce sujet.

ARTICLE 6- QUALITÉ ET PROVENANCE DES PRODUITS

100 % des produits utilisés dans nos locaux devront être certifiés par un écolabel ou présentés des caractéristiques environnementales équivalentes à celles de l'écolabel européen, dans les catégories de produits concernées.

L'usage de produits non écolabellisés sera strictement limité à des besoins spécifiques, et uniquement après constat de l'inefficacité des alternatives durables et validation du service Achats.

Le titulaire s'engage à limiter la consommation de matières et de fournitures : les accessoires devront être, autant que possible, lavables et réutilisables. Enfin, le titulaire garantit que **minimum 70 % des accessoires textiles utilisés (chiffons, têtes de serpillère, etc.) seront en microfibres.**

Le titulaire devra fournir à INRAE, les Fiches de Données Sécurité (FDS) de tous les produits utilisés et les mettre à disposition des unités. Certains produits écolabellisés contiennent des composants dangereux pour la santé car seul l'aspect environnemental est pris en compte dans les écolabels.

A l'Annexe 8 figure la liste des produits que le titulaire utilisera pour la bonne réalisation des prestations. Cette liste présente les produits écolabellisés ou équivalents (voir § précédent), ou pour les produits non couverts par un écolabel, présente :

- a) la concentration du produit ;**
- b) le taux de biodégradabilité ;**
- c) la limitation du contenu en substances dangereuses en se basant sur l'étiquetage de danger (fiches de données de sécurité).**

Est décrit également par produit le type d'emballage et son impact en matière de déchets.

Le titulaire devra fournir la liste des produits qu'il utilisera.

En complément de la liste des produits utilisés, une fiche produit devra être établie pour chacun d'eux. Cette fiche comportera obligatoirement les informations suivantes :

- le nom du produit,
- les substances actives élémentaires et leur concentration, dans la mesure où ces données sont accessibles auprès du fabricant ou du fournisseur,
- la provenance, le conditionnement, la destination et les modalités d'utilisation appropriées,
- les consignes de sécurité liées à son emploi ainsi que les équipements de protection requis,
- les caractéristiques écologiques du produit (cf. paragraphes précédents),
- la fiche technique de sécurité correspondante.

Le titulaire devra veiller à la mise à jour régulière des données écotoxicologiques relatives aux produits ou préparations utilisés. Il lui incombe également d'assurer leur transcription conforme sous forme de phrases de risque et de pictogrammes de danger sur les « fiches produits » et les étiquettes, conformément à l'évolution de la réglementation, notamment en lien avec l'application du Système Général Harmonisé (SGH) selon les directives CLP/CE n°1272/2008.

Pour tout nouveau produit, le titulaire demandera validation à INRAE, avant sa mise en place sur le site. Le titulaire fournira la fiche produit correspondante (intégrant les rubriques pertinentes des fiches de données de sécurité conformes aux standards en vigueur).

Le titulaire veillera à ne pas réduire cette demande à la simple duplication de documentation de fournisseur.

L'ensemble de cette documentation sera à disposition au service prévention INRAE et/ou au service médical.

Lors de chaque audit, la concordance entre les produits effectivement utilisés sur les sites et ceux référencés dans les « fiches produits » sera vérifiée, et le stock sera contrôlé. En cas de non-conformité ou de rupture de stock, des pénalités pourront être appliquées (Cf Annexe 10).

Le titulaire devra fournir en quantité suffisante, des sacs plastiques de différentes contenances à disposer dans les différents conteneurs des sites (points de collecte des déchets recyclés et non recyclés et poubelles sanitaires). La gestion et le stock desdits produits sont à la charge du titulaire effectuant les travaux de nettoyage.

Acheminement et stockage des produits de nettoyage :

L'acheminement des produits est décrit à l'article 4.5.3 du présent document.

Le stockage des produits sera effectué exclusivement dans les locaux prévus à cet effet. Il sera limité aux quantités nécessaires et suffisantes pour la pleine réalisation des travaux pour une période d'un mois. Ce local sera identifié lors de la visite des locaux.

En cas de reconditionnement des produits, un étiquetage unique, clair et complet sera apposé sur les contenants secondaires : dénomination du produit, pictogrammes de danger, à minima.

ARTICLE 7- CONSIGNES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Dispositions générales

Le titulaire s'engage à observer et à faire observer par ses agents, les règles d'hygiène et de sécurité internes à INRAE.

Pour leur part, les agents de propreté du titulaire sont également soumis à des règles et contraintes inhérentes à leurs emplois. Ces règles devront être connues de l'ensemble des agents et affichées dans le local ménage.

L'ensemble des personnels titulaires et remplaçants devra être formé à l'utilisation efficace et sécurisée des produits et des équipements, ainsi qu'aux règles d'hygiène.

INRAE et le titulaire s'engagent à respecter les principes généraux de prévention, tels que définis par la loi du 31 décembre 1991 modifiée et **à rédiger et signer conjointement avec le titulaire du marché un plan de prévention** en application du décret N°92-158 du 20/02/92.

Ce plan de prévention définira et sensibilisera les agents d'entretien sur les risques professionnels qui pourraient résulter de l'exercice simultané et, en un même lieu, des activités des deux entreprises.

Indépendamment de ce plan de prévention, l'entreprise intervenante respectera scrupuleusement les points élémentaires de sécurité suivants :

- La fermeture de l'ensemble des fenêtres après chaque intervention.
- Dans le cadre de la réalisation des travaux de nettoyage, l'ensemble des matériaux collectés par les agents de propreté sera acheminé à l'issue de chaque vacation dans des lieux pré identifiés de stockage.
- Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples est interdit.
- Pour la réalisation des travaux de hauteur le titulaire se conformera aux règles de sécurité en vigueur.
- Les échafaudages devront être munis de roulettes caoutchoutées. Les matériels ne devront en aucun cas être en contact avec les parois verticales.
- Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégés, leurs pieds seront munis de patins protecteurs antidérapants conformes aux normes en vigueur.
- Le titulaire devra fournir à son personnel tous les matériels de protection nécessaires à l'exécution des prestations. Il veillera notamment à fournir à son personnel des EPI (suivant les besoins : blouses, gants, lunettes, masques) et vêtements professionnels à son effigie en quantité suffisante. Les services techniques et d'accueil INRAE se réservent le droit de refuser l'accès des locaux aux agents du titulaire qui ne porteraient pas leurs protections.

INRAE se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations. Tout dommage causé aux installations et équipements doit être signalé à l'institut dans les 24 heures ouvrées, et sera mis à la charge du titulaire.

ARTICLE 8- MOYENS D'ACCÈS AU(X) SITE(S)

INRAE dotera le titulaire de badges d'accès nominatifs et individuels.

Cette dotation fera l'objet de la rédaction d'un document signé par les deux parties, prenant en compte précisément les identifiants des badges.

<p>Lot n° 1 Site de Theix</p> <p>Lot n° 3 Site des Cézeaux</p>	<p>Pour les sites de Theix et les Cézeaux, les clés et/ou pass d'accès (1 trousseau par agent) seront à disposition des agents d'entretien, dans la « Boîte à clés digitale » prévue à cet effet.</p> <p>Pour récupérer les trousseaux, les agents d'entretien s'identifieront à la boîte à clé, avec leur badge d'accès nominatif. Lorsque le badge est reconnu par la boîte à clé, le trousseau est libéré et l'agent peut le récupérer.</p> <p>Après le service, les agents déposeront les clés dans la boîte à clés digitale en suivant le même processus que pour le retrait des trousseaux. Aucun trousseau ne quittera le site INRAE.</p>
<p>Lot n° 2 Site de Crouël</p> <p>Lot n° 4 Site d'Aurillac</p> <p>Lot n° 5 Site de Montoldre</p> <p>Lot n° 6 Site de Marcenat</p>	<p>Pour les sites de Crouël, Aurillac, Montoldre et Marcenat, INRAE pourra doter le titulaire de clés et/ou pass d'accès en quantités suffisantes permettant la libre circulation des agents d'entretien dans les zones à entretenir.</p> <p>Cette dotation fera l'objet de la rédaction d'un document signé par les deux parties. Tout agent doté d'un moyen d'accès devra être identifié.</p>

Il est de la responsabilité du titulaire de signaler immédiatement la perte d'un moyen d'accès (badge, clé, pass), Cf article 11-1-3 du CCAP.

Le titulaire sera tenu de récupérer tous les moyens d'accès auprès des personnels qui interrompraient définitivement leur service sur le site INRAE.

Dans le cadre d'interventions ponctuelles sur demande, le titulaire devra transmettre à INRAE, au minimum 48 heures avant le début de la prestation, la liste nominative des agents appelés à intervenir sur le site, afin de permettre leur accès aux locaux.

L'accès est strictement réservé au personnel relevant de l'entreprise titulaire du marché ; toute personne extérieure à ses services en est exclue.

ARTICLE 9- ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après :

9-1 / Moyens en personnel

Les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations seront fixés par le programme d'organisation des personnels œuvrant établi par le titulaire dans des conditions normales de travail.

Il appartient au titulaire de renseigner à ce titre l'Annexe 6 « Dotation en personnel ». Ce fichier constitue un prévisionnel. Le titulaire s'engage à réactualiser ses données initiales et les communiquer au client.

La Convention Collective des Entreprises de Propreté étant précise et détaillée concernant la qualification des personnels, l'entreprise titulaire détaillera ses divers choix pour la bonne réalisation des travaux.

Le titulaire doit nommer un chef d'équipe, et un suppléant en cas d'absence de ce dernier. Le chef d'équipe aura un rôle d'encadrement et d'administration. Il veillera au suivi du marché sur le site décrit en article 1, il participera aux audits et sera l'interlocuteur direct de proximité d'INRAE.

Le titulaire veillera à ce que le chef d'équipe soit facilement identifiable (badge...).

En cours de marché, en cas de changement dans le personnel affecté, le titulaire devra fournir une liste actualisée.

Lors de chaque audit, la liste du personnel œuvrant et encadrant sera vérifiée. En cas de non-respect de cette liste, des pénalités pourront être appliquées (Cf article 12-1-2 du CCAP et Annexe 10).

Point particulier : Personnel Zone à Régime Restrictif (ZRR)

L'accès aux zones classées ZRR est strictement réservé aux personnes préalablement habilitées par l'autorité compétente. Le titulaire devra transmettre, avant toute intervention, la liste nominative des agents concernés, accompagnée des justificatifs requis. Aucun accès ne sera autorisé sans validation préalable.

Information des personnels :

Tout personnel intervenant dans le cadre du présent marché devra avoir pris connaissance de toutes les clauses du marché et des prestations à effectuer.

Le titulaire aura à charge le contrôle des horaires et du volume horaire de ses agents.

Il présentera, en Annexe 6, la méthodologie utilisée pour le contrôle de présence des agents (type pointage...).

INRAE se réserve le droit de surveiller les travaux afin de s'assurer que ceux-ci sont bien réalisés pendant les temps impartis.

9-2 / Fiche de poste

Le titulaire élaborera en respectant le délai de l'article 18 du CCAP pour chacun de ses agents une fiche de poste détaillée.

Les fiches de poste nominatives seront affichées dans le local ménage du titulaire mis à disposition par INRAE, et devront également être dans la mesure du possible apposées sur le matériel mis à disposition de chaque agent de propreté.

9-3 / Cahier de liaison dématérialisé Tranche Optionnelle 1 – TO1

Le candidat chiffrera en TO1, un cahier de liaison dématérialisé (de type application, logiciel...) pour chaque site.

Il sera à disposition d'INRAE, du titulaire du marché, et des agents d'entretien, pour consigner les réflexions, suggestions... relatives à l'entretien des locaux.

9-4 / Disposition en cas d'absence de personnel

Le titulaire s'engage à remplacer dans les plus brefs délais les employés absents.

Dans le cadre de la mise en place du marché avec « obligation de résultat », il ne pourra pas justifier de la non-atteinte de la qualité par la justification de ces absences. Le titulaire reste libre de l'organisation de remplacement qu'il mettra en place pour pallier cette carence en personnel. Il observera néanmoins les règles de sécurité d'accès décrites à l'article 8 du présent CCTP.

Le titulaire devra prévenir la personne chargée du suivi technique du marché, ou en son absence, un des autres interlocuteurs INRAE pour ce marché, de toutes absences imprévues dans un délai de 24 heures.

Il s'engage également à faire intervenir au plus tard dans les 24 heures ouvrées suivant l'absence, un agent pour effectuer les travaux d'entretien qui n'auraient pas été réalisés.

Tout agent de remplacement devra être signalé nommément à la personne chargée du suivi technique du marché, ou en son absence, à l'un des autres interlocuteurs INRAE pour ce marché.

Point particulier : Personnel Zone à Régime Restrictif (Zone RR)

En cas d'absence de l'agent en charge de l'entretien des Zones RR, son remplacement devra être assuré exclusivement par des personnes préalablement habilitées par l'autorité compétente (CF article 9.1).

9-5 / Organisation particulière durant les congés

Durant les congés des agents de propreté titulaires, les remplaçants devront être préalablement identifiés avant de pénétrer sur le site. Le titulaire du marché devra prévenir INRAE, au moins 3 semaines avant la mise en place de ces remplacements.

Le programme d'intervention établi devra être suivi.

Le personnel remplaçant devra avoir été formé comme précisé à l'article 10.3 du présent CCTP.

Point particulier : Personnel Zone à Régime Restrictif (Zone RR)

En cas d'absence pour congés de l'agent en charge de l'entretien des Zones RR, son remplacement devra être assuré exclusivement par des personnes préalablement habilitées par l'autorité compétente (CF article 9.1).

9-6 / Enquête de satisfaction

Des enquêtes de satisfaction seront réalisées chaque semestre.

Les candidats devront présenter, en Annexe 11, un système d'enquête dématérialisée, en intégrant une présentation de la partie « résultat d'enquête (tableaux chiffrés, graphiques...) ».

9-7 / Audit

Des audits seront réalisés tous les trimestres sur chaque site.

Les candidats devront présenter, en Annexe 12, un système dématérialisée d'évaluation de la prestation, en intégrant une présentation de la partie « résultat de l'audit ».

ARTICLE 10- CONDITIONS DE TRAVAIL

10-1 / Comportement du personnel

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. En cas de manquement aux règles élémentaires de bienséance ou de non-respect des consignes de sécurité, le remplacement du ou des agents incriminés sera demandé par INRAE sans que le titulaire ne puisse contester.

10-2 / Clause de confidentialité

Il appartiendra au titulaire d'informer son personnel sur son obligation de confidentialité conformément à l'article 14 du CCAP.

10-3 / Formation du personnel

Le titulaire sera invité à évaluer le personnel repris en vertu de l'application de l'accord du 29/03/90 attaché à la Convention Nationale des Entreprises de Propreté.

Grâce à cette évaluation, INRAE pourra lui demander les actions de formation qu'il compte engager afin d'assurer une meilleure qualité et une bonne application des clauses de l'ensemble du marché.

INRAE pourra demander au titulaire chaque année, de lui transmettre, à date d'anniversaire, le plan de formation de ses agents, ainsi qu'un état des formations suivies au cours de l'année.

Tous les agents, qu'ils soient titulaires ou remplaçants, devront être formés a minima sur les points suivants :

- L'utilisation efficace et sécurisée des produits d'entretien
- L'utilisation appropriée et sécurisée des équipements
- Le respect des consignes de tri des déchets en vigueur sur les sites
- L'adoption des éco-gestes (réduction des déchets, dosage optimal des produits, limitation des consommations d'eau et d'énergie)
- L'application rigoureuse des règles d'hygiène et de sécurité

10-4 / Tenues de travail

Le titulaire dote son personnel d'exécution de vêtements de travail et équipements de protection individuelle adaptés aux fonctions. Les vêtements de travail doivent être à son effigie et en quantité suffisante.

Le pouvoir adjudicateur se réserve de droit de refuser l'accès des locaux aux agents du titulaire qui ne porteraient pas leurs protections.

ARTICLE 11- MESURES PARTICULIÈRES

En cas d'épidémie avérée, il pourra être demandé au prestataire, dans la mesure où le centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes maintient son activité, de nettoyer de manière plus fréquente et plus rigoureuse, avec des produits assurant la désinfection, toutes les surfaces en contact avec les mains (poignées de porte, rampes d'escaliers, boutons d'ascenseur,

interrupteurs...), notamment dans les espaces communs. Cette demande fera l'objet d'un bon de commande complémentaire, ou d'un ajustement du périmètre du marché.

Les dispositions prévues par le prestataire dans le cadre de son plan de continuité d'activité devront être transmises à INRAE.

En cas de travaux, INRAE se réserve la possibilité de suspendre une partie des prestations, par voie d'avenant, dans un délai de 2 mois. Le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

ARTICLE 12- MOYENS MIS À DISPOSITION PAR INRAE

12-1 / Local ménage

INRAE mettra à disposition gracieusement du titulaire un (ou plusieurs) « local ménage » suivant ses possibilités.

Il servira pour entreposer les matériels et produits du titulaire ainsi que les consommables fournis par INRAE.

Son maintien en parfait état de propreté est à la charge du titulaire. L'aménagement intérieur sera assuré par INRAE.

INRAE met librement à la disposition du personnel de la société intervenante ses installations sanitaires.

12-2 / Matériel mis à disposition

Pour des raisons d'assurances et de responsabilité, INRAE se refuse à mettre à disposition du titulaire ses matériels. Si malgré cela, du matériel était emprunté, seul le titulaire serait responsable de sa correcte utilisation. La responsabilité d'INRAE ne pouvant alors en aucun cas être engagée.

12-3 / Branchement électrique – Fourniture d'eau

La fourniture d'énergie électrique nécessaire à l'exécution exclusive des prestations d'entretien, sera assurée gratuitement par INRAE. Le titulaire devra néanmoins éviter tout éclairage superflu, en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit.

La fourniture d'eau nécessaire à l'exécution exclusive des prestations d'entretien, sera assurée gratuitement par INRAE. Le titulaire devra néanmoins éviter toute surconsommation d'eau.

A défaut de la fourniture des éléments ci-dessus, dans le cas d'une cause extérieure à la volonté d'INRAE ou en cas de non-conformité aux normes de sécurité en vigueur, le titulaire sera dispensé, pendant cette carence, d'exécuter les prestations.

ARTICLE 13- NON-SOLLICITATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Pendant toute la durée du marché, INRAE s'interdit, et cela quelle qu'en soit la cause, d'employer directement les services des employés du titulaire.

ARTICLE 14- INFORMATIONS SUR LE CHIFFRAGE DES PROPOSITIONS

14-1 / Cadences

Les cadences de travail sont fonction des tâches à accomplir, des taux d'occupation de l'encombrement, des moyens qui doivent être utilisés et de la qualité du résultat exigé par INRAE.

Celles qui sont appliquées permettent à tout agent, s'ils appliquent convenablement les méthodes et instructions de travail, d'effectuer son travail dans les temps.

14-2 / Coefficients mensuels

Une année représente 365 jours soit : **$365 / 7 = 52,142$ semaines**

Nombre de semaines par mois : **$52,142 / 12 = 4,345$**

Pour évaluer une tâche en durée mensuelle, il convient donc de multiplier le temps d'exécution à l'opération par 4,345.

Si elle est effectuée :

- | | |
|----------------------------|---------------------|
| - 1 fois tous les 15 jours | par : 2,172 |
| - 1 fois par semaine, | par : 4,345 |
| - 2 fois par semaine | par : 8,690 |
| - 5 fois par semaine, | par : 21,725 |

Ces coefficients multiplicateurs sont employés aux Annexes 1. Les chiffres et nombres présentés dans ces tableaux sont arrondis à 2 décimales.

Aux Annexes 1, est indiqué pour chaque lieu identifié, le coût à l'opération qui tient compte du type de local et de la surface.

Ce coût est multiplié par la durée mensuelle pour obtenir le coût par mois (**par exemple, pour un nettoyage de bureau 1 fois tous les 15 jours, le coût à l'opération est multiplié par 2.172** comme indiqué plus haut).

ARTICLE 15- SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DES LOCAUX

Le titulaire ne pourra se prévaloir, pour éluder les obligations du marché, des sujétions décidées par le directeur des services d'appui.

A Theix, le 16 octobre 2025